La question de la semaine : Gratification d'un petit-enfant par son grand-père

Votre client souhaiterait donner à son petit-fils, âgé de 8 ans, la somme de 150 000 euros. Votre client a déjà réalisé une donation de 31 865 euros à chacun de ses 14 petits-enfants, dont ce petit-fils en 2004.

Votre client souhaite que cette somme d'argent soit destinée à financer ses études après l'obtention de son baccalauréat.

Vous vous interrogez sur les différentes possibilités pour mettre en œuvre cette opération tout en limitant la fiscalité et en encadrant l'utilisation de cette donation afin que le but initial soit respecté, savoir le financement de ses études :

- Doit-il souscrire un contrat d'assurance vie classique ou un contrat vie-génération ?
- Est-ce que c'est le grand-père qui souscrit le contrat d'assurance vie ou est-ce que c'est le petit-fils qui le souscrit ?

A/ Don manuel

1/ Abattement en cas de donation aux petits-enfants :

Les donations consenties par des grands-parents (*quel que soit leur âge*) à leurs petits-enfants ouvrent droit à l'abattement de droit commun de 31 865 € (*à raison d'un même auteur*).

Cet abattement se cumule notamment avec l'exonération des dons de sommes d'argent familiaux et avec l'abattement dont peuvent bénéficier les petits-enfants qui viennent en représentation de leur auteur.

La règle du rappel fiscal des donations antérieures de moins de 15 ans lui est applicable (*l'abattement de droit commun se renouvelle une fois tous les 15 ans*).

En l'espèce, votre client a déjà consenti une donation de 31 865 € à chacun de ses petits-enfants il y a moins de 15 ans, cet abattement ne pourra donc pas trouver à s'appliquer.

- Dons familiaux en espèces :

Les dons de sommes d'argent consentis en pleine propriété au profit d'un enfant, d'un petit-enfant, d'un arrière petit-enfant, sont exonérés de droits de donation dans la limite de 31 865 € à la double condition que le donateur ait, à la date de la donation, moins de 80 ans et que le bénéficiaire de la donation soit majeur.

L'opération se cumule avec les abattements de droit commun (*cf. supra*) dont bénéficient par ailleurs les intéressés. Cette exonération est renouvelable tous les 15 ans.

En l'espèce, votre client ayant déjà atteint l'âge de 80 ans et le petit-fils, bénéficiaire de la donation, n'étant pas majeur, la donation n'est pas éligible à l'exonération des dons familiaux en espèces.

- Application du barème des droits de mutation à titre gratuit à la donation consentie :

Les donations taxables (*i.e. après abattement le cas échéant*) effectuées en ligne directe valorisées entre 15 932 € et 552 324 € sont imposées à la tranche à 20 %. Les droits de donation s'élevaient donc à 28 194 €.

C) Contrat d'assurance-vie et clause d'indisponibilité :

Plusieurs possibilités s'ouvrent à votre client.

Soit votre client souscrit un contrat d'assurance vie, dont le petit-fils serait le bénéficiaire à terme.

Soit c'est le bénéficiaire de la donation, en l'espèce, le petit-fils qui souscrirait le contrat d'assurance vie.

1/ Généralités

- Contrat d'assurance vie : présentation et fiscalité en cas de décès.

L'assurance vie est un contrat par lequel, en contrepartie de primes, l'assureur s'engage à verser au souscripteur ou au tiers par lui désigné, une somme déterminée (*capital ou rente*) en cas de décès de la personne assurée ou de sa survie à une époque déterminée.

Le contrat d'assurance vie est un très bon outil de transmission de patrimoine notamment afin d'avantager une personne de son choix ou de transmettre un capital à une personne qui serait, par le biais de donations ou legs, plus fortement taxée.

Lorsque le contrat d'assurance vie est dénoué par décès, la fiscalité applicable est celle prévue :

- pour les primes versées avant les 70 ans de l'assuré, à l'article 990-I du Code général des impôts : après application d'un abattement de 152 500 € par bénéficiaire, est prélevé sur les capitaux décès une taxe de 20 % jusqu'à 700 000 € puis de 31.25% au-delà ;
- pour les primes versées après les 70 ans de l'assuré, à l'article 757-B du Code général des impôts : la fraction des primes excédant 30 500 € est soumise aux droits de succession, quel que soit le nombre de bénéficiaires.

- Contrat vie-génération :

Le contrat vie-génération est un contrat en unités de compte, qui devront être constituées à hauteur de 33 % au moins d'actifs, tels que :

- des parts de SCI, d'OPCI et de SCPI contribuant au financement du logement social ou intermédiaire ;
- des FCPR, FCPI ou FIP ;
- des titres de ETI (*Entreprises de Taille Intermédiaire*) ;
- des titres de l'économie solidaire.

Si la fiscalité relative aux rachats est identique à tout contrat d'assurance vie « classique », en revanche, la fiscalité en cas de dénouement par décès et plus particulièrement l'application des règles de l'article 990 I du CGI a été aménagée.

Il a été mis en place un abattement de 20 % sur la valeur des capitaux décès soumis à la taxe « sui generis » (*de 20 % ou 31,5 %*) avant abattement de 152 500 € par bénéficiaire.

2/ Souscription d'un contrat d'assurance vie par votre client

En l'espèce, si votre client souscrivait aujourd'hui un contrat d'assurance vie, dès lors qu'il a plus de 70 ans, toutes les primes versées seraient soumises au régime de l'article 757 B du CGI (voir supra) et seraient intégrées, après abattement, à l'actif successoral puis soumis aux droits de mutation à titre gratuit.

S'agissant du contrat vie génération, pour un contrat souscrit après 70 ans, la fiscalité successorale serait la même que pour un contrat d'assurance-vie « classique ». Au cas présent, cette option ne comporte pas d'intérêt spécifique par rapport à un contrat classique.

Au sein de la rédaction de la clause bénéficiaire, il pourrait être prévu que les capitaux décès seront destinés au financement des études par exemple.

Il serait possible d'insérer une clause de différé de paiement dans le temps qui permettrait qu'en cas de décès du souscripteur assuré et si le petit-fils n'a pas atteint l'âge de faire des études, les fonds soient bloqués jusqu'à ce que celui-ci soit majeur.

- Souscription d'un contrat d'assurance vie et rédaction d'un pacte adjoint

Le contrat est souscrit par le petit enfant (*les parents acceptent en son nom puisqu'il est mineur*). Le pacte adjoint peut prévoir une clause d'indisponibilité temporaire.

Il est possible aussi de prévoir de limiter les rachats effectués par exemple à proportion des seuls intérêts du contrat.

Ainsi, dans la mesure où votre client souhaite anticiper sa transmission tout en encadrant l'usage des sommes transmises, combiner don manuel, pacte adjoint et contrat d'assurance vie nous semble être la solution optimale.

Banque Privée 1818

Pôle « Solutions Patrimoniales »

Département Ingénierie Patrimoniale

50 Avenue Montaigne

75008 PARIS

www.banqueprivée1818.com

Sélection 1818

Contact commercial : 01.58.19.70.23

contact@selection1818.com

50 Avenue Montaigne

75008 PARIS

www.selection1818.com